L'ECHO DE MANITOBA.

JEUDI, JANVIER 19, 1899.

Toutes communications concernant la rédaction devront être adressées à

M. H. d'HELLENCOURT, REDACTEUR.

LA SITUATION POLITIQUE.

Bien des libéraux avaient hésité jusqu'à présent de se prononcer sur l'attitude à prendre en ce qui concerne la politique locale. Il n'y a pas à nier, la situation était assez difficile, pour les libéraux catholiques. Quoique M. Greenway se soit débarrassé de l'antagoniste Jos. Martin, l'auteur du bill des écoles de 1890, il en est pas moins avéré qu'une faction importante du parti libéral tenait l'administration actuelle responsable de la persécution dont nos coreligionnaires furent les victimes et refusait en conséquence d'appuyer directement ou indirectement le gouvernement Greenway.

D'un autre côté M. Hugh John Macdonald, le chef de l'opposition, avait su s'attirer les sympathies des catholiques, par ses manières engageantes, et surtout par les promesses formelles qu'il fit lors des dernières élections fédérales, en rapport avec la question des écoles.

Mais les derniers événements viennent de mettre au jour les vrais sentiments dont les conservateurs sont animés envers nous.

Ces messieurs sont toujours les mêmes, ils sont avec nous en autant qu'ils pourront profiter de notre alliance. Du moment qu'ils croient pouvoir réussir sans nous, il n'hésitent point de nous jeter par-dessus bord. Les questions de principes pour eux ne comptent pour rien.

Il leur faut atteindre le pouvoir par tous les moyens possibles. S'ils ont besoin du vote des catholiques pour arriver à leur but, nous pourrons compter sur leur dévouement apparent, mais s'ils entrevoient l'espoir de renverser leurs adversaires sans l'aide des catholiques, ils sont prêts à se déclarer leurs plus grands ennemis.

Leur principe ressemble beaucoup à celui exprimé par un Américain, à son fils, au départ du foyer domestique pour entreprendre une carrière à son compte :

"Mon fils," lui disait-il, "tu laisses le foyer domestique à ton propre compte, prends mon avis, mon enfant, et tu réussiras : fais de l'argent honnêtement si tu peux, mais fais de l'argent quand même."

Aussi les conservateurs semblent avoir pour axiome :

"Gagnons le pouvoir honorablement si c'est possible, mais arrivons quand même."

Les conservateurs ont de tout temps manifesté les mêmes sentiments envers les catholiques.

Dès 1842, lorsque Sir Charles Bagot appela M. L. H. LaFontaine a former un Cabinet, ils s'éprirent de haine contre les Canadiens-Français et lancèrent de graves injures à l'adresse du gouverneur. Les organes de ce parti l'abreuvèrent d'amertume et d'outrages.

Les Canadiens-Français nous fournirent à cette époque un bel exemple à suivre. Le *Herald* de Montréal disait à ce propos :

"La conduite des Canadiens-Français mérite tout éloge, d'autant plus qu'elle est marquée au coin du bon sens, de la modération et de la courtoisie et qu'elle est digne de l'initiation générale."

Un autre journal disait :

"On vit un étrange spectacle présentant d'un côté le dévergondage et l'inhumanité avec lesquels dans leur emportement, les *torys* ont *outragé le représentant* de la reine jusque sur son lit de douleur, et des menaces de séparation qu'ils ont imprudemment adressées à l'Angleterre en conséquence de l'adoption de sa politique ; de l'autre côté, les unanimes et touchants témoignages de sympathies pour le noble invalide et de loyauté franche et cordiale pour le gouvernement anglais, qui ont été comme le cri du cœur d'une population morale, religieuse et trop longtemps maltraitée."

Nous n'avons rien à perdre en suivant le noble exemple de nos compatriotes de 1842. Aux écrits vexatoires, et aux injures grossières que prodiguent les organes de M. Hugh John Macdonald, à notre population, nous devons répondre par des articles courtois et dignes d'une race bien apprise.

Leurs basses injures ne pourraient atteindre une nation qui a déjà fait preuve du plus grand désintéressement et de la plus grande loyauté.

Nous avons donc par devant nous, le fait que le gouvernement Greenway malgré ses actes odieux de 1890, a fait depuis, des concessions d'une grande valeur, à la population catholiqne, concessions qui ont permis à nos coreligionnaires d'ouvrir toutes les écoles qui avaient été fermées depuis des années et de créer de nouveaux arrondissements scolaires.

On pourra continuer à insinuer que les concessions sont purement volontaires et qu'elles nous sont nullement garanties par la loi.

Au contraire, tous les nouveaux privilèges qui nous ont été accordés, ont été faits d'après la loi de 1898 amendant l'acte des écoles de 1890.

La revendication de nos droits n'est pas complète, mais en vue des intentions malicieuses de l'opposition, nous devrions point nous montrer trop exigeants.

Nos écoles ont touché l'octroi du gouvernement ; on a permis à nos instituteurs catholiques de continuer leur enseignement, c'est déjà beaucoup.

Le jour viendra bientôt où il faudra que nos instituteurs subissent les examens tels que prévus par la loi. Nous ne devrions pas nous objecter à cette exigence. Nos instituteurs sont intelligents et il n'y a aucune raison qui les empêchera de passer le mêmes examen que les instituteurs protestants. D'ailleurs la population catholique est intéressée à avoir des instituteurs compétents, pour l'enseignements de ses enfants ; ceux qui ne pourraient pas subir l'examen voulu ne devraient point entreprendre une profession pour laquelle ils ne pourraient avoir la compétence requise.

Nous disions donc : D'un côté nous avons le gouvernement Greenway qui semble être revenu à de meilleurs sentiments ; de l'autre côté se dresse devant nous une batterie chargée de fanatisme le plus pernicieux et dirigée contre nous par des hommes imbus à notre égard de sentiments de haine la plus sourde.

Peut-on se demander de quel côté—dans de telles circonstances—où devraient pencher nos sympathies ?

Si des conservateurs outrés, comme M. Bernier, M. LaRivière et bien d'autres sont obligés de répudier le parti de Hugh John Macdonald, devrions-nous hésiter plus longtemps à accorder nos suffrages au gouvernement Greenway ?

Celui-ci nous tend la main, l'autre au contraire nous couvre du plus profond mépris et se déclare ouvertement en faveur du maintien de l'acte des écoles de 1890, dans toute son intégrité et sans aucune concession.

On parle d'organiser dans un certain quartier un troisième parti avec de nouveaux chefs.

On ne saurait être plus maladroit. En politique on ne reconnaît que deux partis. Les libéraux et les conservateurs. Les chefs reconnus sont respectivement Sir Wilfrid Laurier et Sir Charles Tupper ; l'honorable Thomas Greenway et M. Hugh John Macdonald. Qu'avons-nous besoin d'autres chefs ?

En 1890, les membres canadiens-français, à la chambre locale, se séparèrent du gouvernement Greenway pour accorder leur appui au parti de l'opposition. Ils ne songèrent jamais à former un troisième parti.

Ça serait maintenant le tour de ceux qui se sentent obligés de se séparer du parti conservateur de se joindre aux libéraux et de s'unir à ceux qui par esprit de conciliation cherchent à obtenir pour nos coreligionnaires, les plus grandes concessions possibles.

Certes, nous comprenons qu'il en coûte à des hommes qui ont fait des luttes ingrates des années durant pour un parti, d'être forcés de s'en séparer. Nous pouvons d'autant plus sympathiser avec eux, que nous avons passé par cette crise.

L'action n'en est que plus méritoire, que parce qu'elle est difficile. L'odieux en retombe sur ceux qui par leur conduite arbitraire, mettent leurs amis dans cette pénible position.

Sir Wiltrid a déclaré qu'il y a place pour tout le monde dans les rangs du parti libéral ; ceux qui viennent en grossir les rangs, même à la onzième heure, y sont les bienvenus, pourvu toutefois que leur action soit faite avec toute sincérité.

Dans les circonstances actuelles, personne n'oserait reprocher aux conservateurs catholiques de prêter main forte au parti libéral ; pas plus qu'on a reproché aux libéraux français d'avoir prêté leur cordial appui aux conservateurs en 1890.

La population catholique de Manitoba, aurait bien raison de se réjouir d'un événement qui aurait pour effet de les réunir tous sous un même drapeau, afin qu'ainsi réunis, nous puissions faire valoir notre plus grande influence et assurer notre marche vers le progrès.

Unis nous pourrons faire face au fanatisme ; divisés nous ne ferons qu'encourager nos audacieux ennemis dans leur attentat de nous annihiler, tout en nous affaiblissant nous-mêmes.

A. F. M.

LES ASSOCIATIONS POLITIQUES.

Les associations politiques sont formées dans le but d'aider à l'organisation et de promouvoir les intérêts du parti en général.

Les membres de l'association ont aussi mission de chercher à maintenir l'harmonie dans les rangs et faire disparaître d'une manière délicate, mais ferme, les aspirations de faux ambitieux.

Il faut bien se rappeler que l'association n'existe pas pour l'avancement ou le plaisir d'une coterie. On ne devrait jamais se prêter aux manœuvres de ceux qui voudraient se servir d'une association pour accomplir un désir vers lequel les porte leur vanité personnelle.

Ainsi tout dernièrement à Winnipeg, le président de l'association libérale, a cru devoir profiter de sa position pour verser son venin sur la personne d'un ministre absent.

A la séance suivante l'association n'a point manquée de censurer le président pour cette conduite étrange, et qui tendait à semer la zizanie dans les rangs du parti.

Aussi ce Monsieur E. D. Martin qui entretenait des ambitions personnelles sur l'avenir, a-t-il vu s'écrouler toutes ses espérances. Il a perdu la confiance des hommes sérieux du parti et son *étoile* est destinée à rester dans l'obscurité.

On devrait toujours bannir des réunions de l'association, toute coterie qui pourrait en quoi que ce soit, contribuer à l'affaiblissement du parti.

Les intrigues peuvent réussir pour un moment, mais elles finiront inévitablement par tourner au désavantage de ceux qui s'en rendent coupables.

La sincérité, la charité, le désintéressement et l'abnégation la plus entière, sont nécessaires au succès d'un parti.

Les derniers événements survenus dans le camp des conservateurs, pourraient pour beaucoup contribuer au succès du parti libéral dans notre province.

Il s'agit dans le moment de faire preuve de la plus grande discrétion et de ne rien faire qui puisse aggraver notre situation. L'avenir nous ménage peut-être une agréable surprise.

L'association devrait être prête à recevoir dans ses rangs, tous ceux qui ont appartenu au parti conservateur, et qui par la haine et les injures que leur portent leurs anciens collègues, se voient obligés de le répudier—et qui seraient disposés à marcher sous la bannière de Sir Wilfrid Laurier, l'homme illustre qui est aujourd'hui l'idole de la population française, et qui fait l'admiration de toute la Puissance.

La date des élections est encore éloignée, il serait donc imprudent pour le moment de mousser la candidature de qui que ce soit.

Le choix d'un candidat appartient au peuple ; chercher à entraver ses désirs serait conduire le parti à une défaite certaine.

D'ailleurs bien des événements peuvent se produire d'ici aux élections générales. L'homme que l'on pourrait choisir aujourd'hui comme candidat dans un comté, ne pourrait peut-être plus rencontrer les vues du peuple au moment des élections.

Nous avons constaté avec plaisir, la formation de clubs libéraux dans différentes localités. L'ouvrage qui a été fait portera ses fruits. Il reste encore beaucoup d'endroits à organiser. Qu'on ne se désespère point, l'ouvrage nécessaire se fera avec le temps.

Il y a bien des localités cependant où l'on pourrait s'organiser de suite. Que chacun y mette de la bonne volonté et avant six mois l'organisation sera au complet.

Dans l'intérêt de la population française, on ne saurait aujourd'hui reconnaître d'autres chefs que Sir Wilfrid Laurier et l'honorable Thomas Greenway.

Les conservateurs, par la conduite des Toombs, Roblin, Roger *et alias*, ainsi que de leurs organes accrédités, ont perdu tout droit aux sympathies des catholiques.

Faisons des vœux sincères pour l'union de tous les catholiques sous la belle et noble bannière de Sir Wilfrid Laurier.

Ce serait la plus belle punition à infliger aux hâbleurs qui voudraient nous anéantir.

A. F. M.

UN INDEPENDENT ORGANE DU C. P. R.

On sait avec quel acharnement le *Telegram* s'est plu à accurer le *Free Press* d'être l'organe du C. P. R.

Depuis des mois, cet estimable feuille torie mange chaque jour du Sifton et du *Free Press* ; son menu est aussi peu varié que peu substantiel. Mais c'est affaire de goût, et elle doit apparemment connaître ce qui lui convient.

Jusqu'à ce jour le *Free Press* s'était contenté d'ignorer ce rabâchage indigeste, mais voici tout d'un coup que, à bout de patience, il prend la mouche, et lance à son "banderillero" un coup de corne des mieux asséné.

De fait il est curieux de voir comment M. H. J. Macdonald pourra réfuter les déductions parfaitement lucides et évidentes du *Free Press*, et s'il y a un organe du C. P. R. ce doit être assurément celui de l'éminent tory, solliciteur de cette compagnie dont les principaux actionnaires sont tous d'ardents torys eux-mêmes !

On comprend maintenant combien était habile, la manœuvre du *Telegram* qui pour mieux cacher son jeu feignait d'attribuer à son confrère le rôle qu'il joue en réalité.

Mais voici l'article du *Free Press ;* q'on en juge.

"La feuille de combat de l'Association Conservatrice au Manitoba, publiée aux frais et charges des hommes du parti, désigne le *Free Press* comme l'organe du C. P. R.

"Quand cette feuille de combat n'emprunte pas ses phrases et ses idées de la *Tribune*, la *Tribune* emprunte celles de la feuille de combat, et comme de raison c'est toujours pour insulter le *Free Press*. Ce fut leur passe-temps quotidien, au grand dégoût du public en général, mais les gens qui vivent dans une maison de verre, ne peuvent impunément jeter même la plus petite pierre.

"Il y a un moment où la tolérance cesse d'être une vertu.

(Suite page 5)